

La compétitivité doit être un projet véritablement national, à l'égard duquel les Canadiens prennent un engagement à long terme. Nous invitons les Canadiens à conjuguer leurs efforts pour élaborer un plan destiné à doter le Canada d'une économie compétitive à l'échelle internationale. Voilà pourquoi nous vous avons demandé de diriger des consultations au sein de votre secteur industriel.

Pour redresser la position compétitive du Canada, certains prennent une approche simpliste -- dévaluons le dollar et diminuons les taxes. Mais vous savez tous que les solutions simples et à court terme ne feront que nous faire perdre de vue la véritable réponse au problème de la compétitivité. Pire encore, elles retarderaient la mise en place de solutions plus fondamentales pour faire face à ces défis. Pour cela, nous devons travailler ensemble pour trouver les moyens de venir à bout des contraintes qui assombrissent nos perspectives de prospérité à long terme.

Les gouvernements ont un rôle clé à jouer et ils doivent l'assumer. En effet, nous devons maintenir un climat économique sain en maîtrisant les déficits et l'inflation et en favorisant l'épargne et l'investissement; nous devons réduire les obstacles au commerce interprovincial. Il nous incombe manifestement de favoriser les secteurs de la formation et de la recherche-développement. Nos politiques en ce qui concerne la réglementation et les achats sont des facteurs de poids dans tout le contexte de la compétitivité. Elles doivent s'inscrire dans la démarche entreprise pour relever le défi de la compétitivité. D'ailleurs, un examen de ces politiques est prévu dans le cadre de l'Initiative de la prospérité, et je m'attendrais à ce que vous, et d'autres, nous conseillent sur la façon de nous y prendre.

Il y a peu de temps, j'ai rencontré mes homologues provinciaux dans le but d'accélérer le processus d'élimination des obstacles internes au commerce. Désormais, toute mesure présentée au Cabinet à des fins de prise de décision doit s'accompagner d'une évaluation de l'incidence sur la compétitivité, pour qu'il soit tenu compte de celle-ci dans notre processus décisionnel. Nous avons demandé au Conseil économique du Canada d'étudier le poids de l'appareil gouvernemental, notamment en ce qui touche la fiscalité et la réglementation et leur incidence sur la compétitivité du secteur privé canadien. Mais il reste que le secteur public n'est pas le seul à influencer toute la question de la compétitivité.

Le fait est que nous ne pouvons nous permettre d'attendre que le secteur public intervienne. Le défi de la compétitivité appelle une action immédiate. C'est pourquoi je vous exhorte tous à réfléchir aux mesures que vos entreprises, vos industries et vos secteurs doivent prendre dès maintenant et pendant la décennie en cours afin d'être à la hauteur de la situation sur le plan concurrentiel. Qui plus est, je compte sur vous pour voir à ce que le plan d'action